



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

IDRC - Lib

98399

CHANGEMENTS ET DÉFIS : LE NOUVEAU CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

par

Keith A. Bezanson
Président
Centre de recherches pour le développement international

2-3 février 1994



ARCHIV
BEZANS
no. 18F

CHANGEMENTS ET DÉFIS : LE NOUVEAU CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Dans l'année qui vient, nous marquerons un temps d'arrêt pour commémorer le 50^e anniversaire de la défaite d'Hitler et la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Durant près d'un demi-siècle, tandis que se poursuivait l'affrontement idéologique de la Guerre froide, l'idée du développement international a été le propulseur et l'assise intellectuelle des relations Nord-Sud. Mais aujourd'hui, cette idée et les forces qui l'ont nourrie et soutenue ont du plomb dans l'aile. Les pays les plus démunis, notamment ceux d'Afrique, éprouvent une vive inquiétude devant ce qu'ils perçoivent comme un lâchage, sinon une trahison, de la communauté internationale. Les professionnels du développement sont de plus en plus désespérés à la perspective de devoir faire des miracles avec de bien maigres ressources.

Pourquoi l'idée de « développement » international est-elle en perte de vitesse? N'a-t-elle pas inspiré et orienté pendant près de cinq décennies une vision du monde propre à susciter l'enthousiasme de tous? Pourquoi l'idée même de développement risque-t-elle d'être laminée?

La notion de développement forgée dans les années d'après-guerre traçait une nouvelle voie, révolutionnaire à plusieurs égards. Jusqu'alors, nul n'aurait osé comparer les sociétés du Sud à celles du Nord. Or, le paradigme du développement de l'après-guerre mesure toutes les sociétés à l'aune des critères de progrès du Nord industriel, dans un même continuum. Les sociétés du Tiers-Monde étant pauvres, la modification de cet état de choses par l'action internationale découlait logiquement du même paradigme. L'idée était, bien sûr, plus complexe et comportait :

- une composante économique selon laquelle, par une combinaison de moyens financiers et technologiques et de saines mesures, toutes les nations et les peuples pourraient instaurer des conditions équitables;
- une composante politique et éthique selon laquelle la justice sociale à l'échelle mondiale était à la fois souhaitable et faisable, par la voie de la coopération entre les peuples;
- une composante technique et géophysique fondée sur la présomption que les ressources de la planète étaient inépuisables et que la science et la technologie les rendrait accessibles à tous.

Tout au long des quarante dernières années, cette idée du développement a conforté l'opinion attribuant aux pays démunis un grand potentiel de croissance. Et engendré un vocabulaire qui les qualifiait volontiers de « jeunes » et « émergents ».

Qu'une telle idée soit de nos jours très contestée ne signifie pas forcément que les actions menées en faveur du développement aient échoué. Il est vrai, les exemples d'efforts malencontreux et naïfs ne manquent pas et nous avons connu des interventions qui, marquées à l'enseigne du progrès, se sont lamentablement enlisées. Vrai également qu'on a défini, non sans raison, les années 1980 de « décennie perdue » pour le développement international. Enfin, il est très inquiétant de constater l'effritement, dans les deux premières années de notre décennie, du revenu par habitant des pays en développement dans leur ensemble (population pondérée). De telles réductions moyennes, d'une année sur l'autre, n'avaient jamais été enregistrées tout au long du quart de siècle pendant lequel la Banque mondiale a recueilli ces données.

Il convient, en revanche, de rappeler les gains spectaculaires enregistrés par les pays en développement entre 1960 et 1980, années dans lesquelles ils ont connu une croissance du PIB supérieure à celle des pays industrialisés. Les progrès stupéfiants réalisés au chapitre de l'alphabétisation, de la nutrition, de l'espérance de vie, de la mortalité infantile et de la production agricole ont marqué cette époque. L'histoire témoigne de la rapidité avec laquelle le développement, mesuré selon le rendement par habitant, peut survenir. À compter de 1780, il faudra cinquante-huit ans pour que le rendement par habitant double au Royaume-Uni. Les États-Unis accomplissent cette performance en quarante-sept ans, à partir de 1839 et le Japon en trente-quatre ans, à partir de 1880. Après la guerre, le Brésil double l'indice en dix-huit ans, l'Indonésie en dix-sept, la Corée en onze et la Chine en dix.

Il semble donc que si la vision du développement international a de graves difficultés ce n'est pas parce qu'elle ne se serait jamais matérialisée, mais pour d'autres raisons. Et ces raisons sont à mettre en relation avec un contexte entièrement nouveau agité par les lames de fond du changement et de la discontinuité qu'Alvin Toffler définit de « Troisième Vague » et qui provoquent des bouleversements qui n'ont de comparable dans l'histoire que les révolutions agraire et industrielle.

Que peut-on, alors, dire du nouveau contexte et quel message nous livre-t-il à propos de « développement »? Je me limiterai à évoquer six aspects qui, me semble-t-il, caractérisent le contexte actuel non seulement par rapport au « développement » - quel que soit le sens que ce terme recouvre pour nous - mais à l'égard de l'aspiration de l'humanité à un monde meilleur.

Premier : **Un contexte politique profondément transformé.** Chacun pensera, d'évidence, à la fin de la Guerre froide et à l'effondrement des idéologies. Mais, par-delà ces événements, il est une réalité que je trouve beaucoup plus chargée de sens dans le contexte politique d'aujourd'hui : je veux parler de l'apparition de nouveaux centres de pouvoir, en l'occurrence des entités transnationales et supranationales, et de leur tendance à se substituer à l'État-nation. Les effets de ces nouvelles puissances ne connaissent pas de frontière et privent rapidement de tout fondement les catégories intellectuelles en vertu desquelles la différenciation s'opère sur l'axe Nord-Sud. En effet, l'évolution de nos sociétés et les relations qu'elles entretiennent s'explique de plus en plus par référence à un clivage d'« inclusion-exclusion ».

Dans son livre « The Work of Nations », Robert Reich (aujourd'hui ministre du travail au sein du gouvernement Clinton) écrit, sans complaisance, que ces nouvelles forces :

« profiteront.. au plus perspicace et au plus habile et voueront... [les autres]... à l'appauvrissement. »

Reich a raison. Les segments les plus pauvres du monde, qu'ils se trouvent au sein de notre propre société ou dans des pays dont le revenu par tête ne dépasse pas 300 \$, seront probablement laissés pour compte et voués, selon l'expression de Reich, à l'appauvrissement. Les investissements des entités transnationales et supranationales risquent de ne jamais être ceux dont les régions affligées par la misère auraient besoin : infrastructures de base, mesures de santé, éducation et services essentiels permettant l'intégration des collectivités à leur économie et leurs sociétés. Depuis le XVIII^e siècle, ce sont ces mesures qui ont constitué le principal investissement de l'État-nation.

Or, la plupart des agents de développement interviennent par l'entremise de l'État-nation. Cela veut dire que l'apport de ce que nous appelons « développement » se fait par l'intermédiation effective de l'État-nation et que leurs moyens d'action proviennent de la bonne volonté des États-nations.

S'il est vrai que l'État-nation est en voie d'être supplanté par de nouvelles forces et de nouvelles entités, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'idée de développement international soit dans une mauvaise passe.

Deuxième : **La mondialisation de l'économie.** Cet aspect est directement lié au précédent. Depuis les années soixante-dix, l'assouplissement et la mondialisation des marchés financiers vont croissant. Les frontières se sont ouvertes non seulement au flux des capitaux mais à l'implantation des usines, à la circulation des biens et à l'activité des entreprises. Une des

conséquences de cet état de choses est que les pays ont de plus en plus de mal à assumer la répartition des avantages sociaux. L'ampleur de la mondialisation est illustrée par les marchés des capitaux où un billion de dollars - mille milliards de dollars - change de mains tous les jours. Cela est possible grâce à des technologies autorisant les opérations financières d'un point à l'autre de la planète à la vitesse d'une impulsion électronique. Ces transactions sont largement dissociées de la production des biens et services. Les experts s'accordent pour penser que près de 95 % de ce flux journalier de capitaux qui s'élève à un billion de dollars obéissent à des considérations à court terme, de nature spéculative en tablant, par exemple, sur un mouvement à la baisse ou à la hausse de quelques points du taux privilégié, sur l'augmentation ou la diminution d'une fraction de point du taux de chômage ou bien sur une oscillation, aussi minime soit-elle par rapport au mois précédent, des chiffres de la balance commerciale.

Faut-il s'inquiéter de ce mouvement de capitaux sans précédent? Ou devons-nous croire les économistes orthodoxes qui nous donnent toutes sortes de raisons pour lesquelles le système financier ne déviara pas de sa course? Nous savons que les banques centrales et les ministres des finances ont prévu les soupapes d'urgence qui devraient empêcher un éclatement du système. Nous savons aussi que ces dispositifs n'ont pas encore été pleinement mis à l'épreuve. Leur seule existence reflète les craintes de ceux qui sont chargés de surveiller ce vaste flot de capitaux que nul n'endigue.

La conviction que nous pouvons tirer avantage de ces flux de capitaux et d'autres volets de la mondialisation par de savants ajustements, des décisions éclairées et l'intervention de gestionnaires possédant les qualités requises, l'emporte sur les autres considérations. J'espère qu'il ne s'agit pas là de simples vues de l'esprit. Mais transposons ces remèdes aux pays les plus démunis. La plupart des régions pauvres du globe ne disposent tout simplement pas des institutions, ni des ressources humaines ou de la souplesse financière nécessaires pour apporter ces correctifs. Si rien n'est fait dans ce sens, l'écart se creusera et il ne pourra que s'ensuire la marginalisation permanente d'un pourcentage plus élevé de la population mondiale. Le développement, tel que nous l'avons compris et pratiqué dans les quarante dernières années, est foncièrement inapte à affronter cet aspect de la nouvelle donne mondiale.

Troisième : **Solidarité environnementale.** Une des pierres angulaires de la pensée occidentale depuis le XIX^e siècle a été une foi tenace dans le progrès, notamment par les avancées de la science et de la technologie. Ce progrès a procuré aux nations industrielles, et en particulier aux États-Unis, un niveau de vie élevé. Les architectes de l'ordre de l'après-guerre ont cru qu'il serait illimité. C'est justement ce mythe du progrès et de son inéluctabilité qui est en voie de pâlir chaque jour davantage. Par exemple, la croyance qu'a

entretenu l'Occident d'une génération future réalisant un niveau matériel de vie très supérieur au nôtre se révèle parfaitement illusoire.

L'état de la planète met en cause de façon éclatante l'ethos occidental d'un progrès matériel sans fin. Assurément, l'économie mondiale a déjà atteint et dépassé les limites physiques du soutenable. Nous entamons les nappes phréatiques et exposons le sol à l'érosion. La forêt est coupée et le poisson récolté plus vite qu'ils ne peuvent se régénérer. Nous ne nous soucions pas assez de développer les énergies destinées à remplacer les combustibles fossiles non renouvelables. Notre écosystème est surchargé au point que nous craignons désormais le rayonnement solaire par effet de l'amincissement de la couche d'ozone.

Face à ces réalités, une composante cardinale de l'ethos occidental - la croyance en un lien de nécessité entre les progrès de la science et de la technologie, d'une part, et le bien-être de la planète et de ses habitants, de l'autre - se délite. La vision du développement international de l'après-guerre s'inscrivait dans le prolongement de l'ethos occidental et de la croyance plus générale dans un progrès matériel inévitablement lié aux avancées de la science et de la technologie.

Quatrième : Objet et répartition des échanges internationaux. L'objet des échanges internationaux s'est déplacé des matières premières (exportées principalement par les pays en développement) vers les services axés sur les techniques de pointe et les produits à valeur ajoutée (caractérisant les exportations des pays industrialisés). Ce changement de nature des échanges internationaux signifie qu'à l'exception du pétrole, le monde industrialisé n'a plus besoin de l'apport des pays en développement comme il y a 20 ou 30 ans. De plus, de nouveaux espaces commerciaux se créent, avec des répercussions économiques majeures sur tous les pays du monde.

Cinquième : Innovation scientifique et technologique. Bien que les termes « biotechnologie » et « micro-électronique » soient entrés depuis assez longtemps dans notre vocabulaire courant, ils n'apparaissent que timidement dans la documentation récente sur le développement. Aujourd'hui, ces réalités et d'autres évolutions récentes, sont en voie de bouleverser la façon dont opèrent les marchés internationaux et de modifier nos modes de vie.

Les collectivités et les individus qui peuvent accéder à ces nouvelles technologies, en détenir la propriété ou bien les exploiter et les adapter, seront privilégiés. Ceux qui ne peuvent le faire, risquent d'être exclus du dynamisme des marchés mondiaux. Encore une fois, ce sont les sociétés les plus démunies du monde et les segments défavorisés des sociétés nanties qui se trouvent mal équipés pour bénéficier de la rapidité et de l'intensité de la mutation

scientifique et technologique.

Le sixième et dernier aspect a trait aux **bouleversements des échelles de valeurs socio-culturelles**. Favorisée par les progrès dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, une culture populaire et consommatrice de type occidental émerge dans tous les pays du monde. Cette tendance s'accompagne d'une détérioration manifeste des liens qui unissent les membres de la famille et la collectivité et de la perte de repères traditionnels de nature spirituelle et idéologique. Nous assistons ainsi à l'avènement du fondamentalisme religieux, à l'apparition des sectes et à la formation de mouvements qui s'opposent à la technologie. Une véritable remise en question intellectuelle du développement, selon la plupart des formes qu'il a assumées jusqu'à aujourd'hui, acquiert de plus en plus de crédit.

Ces transformations de nature socio-culturelle peuvent avoir plus de portée sur le « développement » que les cinq autres. La vision du développement international qui a inspiré l'action des quarante dernières années, faisait bien sûr référence à la culture et aux valeurs. Mais dans la pratique celles-ci étaient, pour la plupart, considérées comme des facteurs « externes », un peu de la même manière dont les économistes ont traité et continuent de traiter l'environnement comme extérieur aux modèles économiques. Comment pourrait-il en être autrement? Le développement et la vision qui l'a inspiré étaient inextricablement liés aux paradigme socio-économique dominant. L'approche en était par essence technocratique car le « progrès » et le « développement » dépendaient de l'injection de capitaux et de la bonne combinaison de savoir-faire technique et de rationalité qui « nous » distinguent. Se « développer » signifiait, par définition, nous ressembler.

La donne mondiale qui bouleverse les échelles de valeurs socio-culturelles m'amène à penser, plus encore que les cinq autres facteurs dont j'ai dressé la liste, que la vision du développement international qui a eu cours jusqu'ici ne peut se satisfaire d'un lifting. Les choses ne reviendront pas « à la normale » par le simple effet d'un rajeunissement. Une nouvelle conception, un nouveau modèle -- et donc, un nouveau paradigme --- sont nécessaires. Il faudra de l'imagination et de l'humilité pour aborder les réalités humaines sur des bases entièrement nouvelles, traiter les personnes dans une optique de partage et non de pure utilité et considérer leurs aspirations et leurs convictions comme des objectifs et non comme des contraintes.

Ces six facteurs forment les composantes de cette « troisième » vague de fond. Nous ne sommes pas en voie de traverser une simple crise. Nous sommes plutôt confrontés à une « mégacrise » dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur réelle. Notre réflexion nous porte à considérer seulement des aspects partiels de la mégacrise et à porter sur eux un

regard positif. Nos institutions et nos dirigeants agissent de même. Notre langage reflète cette réalité. Nous parlons d'une récession passagère mais tenace. La dette du Tiers-Monde est traitée comme un problème de liquidité à court terme; les périls écologiques du vaisseau Terre seront surmontés par une découverte technologique de la dernière heure. Nous menons une guerre larvée à l'inflation, la solution pointe déjà à l'horizon. Mais, prouesses verbales et prises de position officielles mises à part, nous savons bien - au plus profond - qu'il s'agit bien là d'une **mégacrise**. Le « Nouvel ordre mondial » - ce lieu commun entré du jour au lendemain dans le langage courant - est vite remplacé dans notre esprit par son cynique contraire : le nouveau désordre mondial. Il n'est donc pas étonnant que nos concepts de développement économique et d'élimination de la pauvreté qui datent des années 1950 soient en chute libre sur le plan international.

Il peut être instructif de s'arrêter un instant et de se remémorer une fin de siècle dans laquelle le monde a été secoué jusque dans ses fondations par une mutation sans précédent. Thomas Paine (1737-1809), bien connu en Angleterre, en France et en Amérique pour son apologie *Les Droits de l'homme*, jette un regard sur le monde de cette fin du XVIII^e siècle. Il voit une Europe en proie au désarroi, secouée par la Révolution française. Il assiste à l'avènement du règne de la Terreur, à celui de la Révolution américaine. L'Europe, à la veille des guerres napoléoniennes, est dans une impasse; les démagogues tiennent la place publique; le gouvernement chancelle; la Révolution industrielle laisse sur le trottoir des milliers de sans-logis, arrachés de leur terroir social, économique et culturel, n'appartenant plus au monde rural et sans avenir dans la ville hostile; la violence et la criminalité règnent; le déclin commence pour l'église.

Thomas Paine observe ce paysage effrayant avec un certain recul et il écrit :

« Il est en notre pouvoir de tout recommencer. Une situation comme celle d'aujourd'hui ne s'est pas produite depuis Noé. »

Les mots de Paine seraient pure hyperbole s'ils n'étaient pas profondément vrais. Au XIX^e siècle, la société, le gouvernement et la relation entre l'individu et le collectif ont subi des transformations profondes, tout comme l'échelle des valeurs, les attitudes et les convictions qui les fondaient.

À notre époque, nous sommes en passe encore une fois de traverser une des phases cruciales de l'histoire. Le monde est en voie d'être refait - en bien ou en mal - que les Canadiens y prennent une part active ou qu'ils soient des observateurs passifs. Comment donc pourrions-nous imaginer ou découvrir une nouvelle vision du développement et d'un monde meilleur, plus juste et soutenable? Selon les mots de Gus Speth, le nouveau directeur

du Programme des Nations Unies pour le développement :

« Comment arrêter la spirale de la crise?... Comment façonner un nouveau paradigme qui redonne au monde l'espoir, qui canalise nos énergies et qui motive nos actions? »

S'il était aisé de répondre à ces interrogations, nous aurions - bien sûr - déjà découvert le remède. La mégacrise serait surmontée, nous et nos compagnons voyageurs sur la Terre approcherions du troisième millénaire munis de quelques certitudes et sachant où aller. Comme le dit le proverbe chinois : « Si nous ne changeons pas de direction, nous arriverons là où nous allons. » À peu d'exceptions près, les sondages d'opinion nous confirment de toutes parts le sentiment de malaise devant la situation présente et une peur profonde de l'avenir. Certains voudront y voir une exagération mais tous admettront, je crois, que la voie sur laquelle l'humanité s'engage est loin d'être claire. Peu seraient enclins à penser que Pangloss aurait plus de raisons aujourd'hui de prononcer les mots qu'il eut tort, alors, de dire à Voltaire : « Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ». La majorité se rallierait plutôt à la repartie de Voltaire : « Si celui-ci est le meilleur des mondes possibles, que ne sont donc les autres! »

Le diagnostic est généralement plus facile à faire qu'un pronostic. Certes, aujourd'hui les dangers sont plus démesurés qu'au jour où Paine vit dans les problèmes de son époque l'occasion de redéfinir le monde. Le monde qui nous est légué nous laisse moins de temps pour agir que Paine n'en avait devant soi. Mais tout comme l'idéogramme chinois représente la notion de « crise » par un double symbole - l'un indiquant le danger et l'autre la chance - il est essentiel que nous regardions par-delà les dangers et que nous saisissons la chance. Je n'ai pas de carte routière à vous montrer mais permettez-moi de proposer quelques repères susceptibles de nous indiquer quelles pourraient être ces occasions. Ce ne sont, bien sûr, que de pistes de réflexion qu'il conviendra d'approfondir. Or, il me semble que la possibilité de surmonter la mégacrise nous soit offerte par l'émergence rapide de trois ouvertures, qui devront être saisies et pratiquées.

La première ouverture que j'entrevois est **la tendance à une plus grande reconnaissance et acceptation de l'interdépendance universelle**. Dire cela peut apparaître, au premier abord, naïf. Comment ne pas ignorer la mondialisation toujours croissante de l'économie et les règles de compétition sans précédent qui la régissent? Mais, parallèlement, on constate aussi que les affrontements idéologiques du passé sont remplacés par la recherche d'un partenariat plus pragmatique, réconciliant efficacité commerciale et compassion sociale. L'humanité prend conscience de la menace qui pèse sur l'environnement et de l'impératif de la survie collective sur une planète fragile dont nous sommes tous solidaires.

Cette façon de penser n'est pas entièrement nouvelle. Déjà au début du XVII^e siècle, John Donne écrivait : « Nul n'est une île, se suffisant à elle-même; tout homme appartient à un continent et fait partie du grand... ». Je ne crois pas, cependant, que même Donne pouvait anticiper l'interdépendance mondiale dont nous parlons. Certains éléments de cette vision furent assurément derrière la charte fondant les Nations Unies, même si parmi les 184 pays qui composent l'organisation, seulement 26 en étaient les signataires à l'origine. L'idée de l'interdépendance mondiale a mis beaucoup trop de temps à se mettre en branle mais aujourd'hui il semble qu'elle prenne enfin racine.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement appelée Sommet de Rio, en a été la preuve. Sur les 182 pays convenus pour parler de l'avenir du monde, 105 étaient représentés par leurs chefs de gouvernement respectifs. Parmi les nouveaux interlocuteurs des négociations internationales, étaient également présents des organisations non gouvernementales du monde entier, des associations féminines, des groupements de jeunes et des mouvements issus des nations autochtones. Leurs plans d'action étaient sans doute différents. Certains étaient convaincus que « le problème réside dans les pays en développement dont la croissance démographique est explosive ». D'autres, que « les responsables sont les pays industriels et leur consommation incontrôlée ». Mais il est vrai également que tous étaient là et qu'ils ont contribué à poser, pour modestes qu'ils fussent, les jalons d'une action mondiale. Des conventions sur les émissions de gaz carboniques et sur la biodiversité ont été signées. Des énoncés de principes régissant l'activité forestière ont été promulgués. « Action 21 » a été publié comme un plan mondial d'intervention, bien qu'édulcoré à cause du consensus qu'en tant que document intergouvernemental il devait refléter. Mais quelles que soient ses lacunes, « Action 21 » demeure un plan d'action mondial qui intègre la notion d'interdépendance.

Je décèle un autre élément de la reconnaissance de cette réalité dans les débats sur la « sécurité » qui s'instaurent entre les pays et entre les collectivités. Ces débats portent sur la sécurité, non pas au sens de la guerre froide d'une protection en cas d'attaque nucléaire; ils comportent une vision beaucoup plus complexe de la manière dont les modes de vie - aussi bien sur le plan individuel que national - dépendent de facteurs fort éloignés de la possibilité d'un contrôle direct, mais sur lesquels il est souhaitable d'avoir une certaine influence. Dans l'hémisphère Nord, la sécurité est de plus en plus conçue en fonction de la destinée de la forêt tropicale d'Amazonie ou des régions d'Afrique menacées de désertification. Nous ne comprenons certes pas tous les liens, mais la prise de conscience et la volonté de trouver une solution vont croissant.

Le débat sur la sécurité ne s'arrête pas au souci écologique. Il s'élargit pour associer à cette notion aussi bien celle du droit à l'éducation et à l'hygiène que celle de sécurité alimentaire,

de sécurité d'emploi et de sécurité culturelle. Cela est naturel, puisque nous entrevoyons déjà que les conflits de l'avenir risquent d'éclater plus entre les peuples qu'entre les pays. Si nous redéfinissions ainsi la sécurité, nous pourrions tirer avantage de la seule possibilité que l'histoire nous ait offert de réduire les dépenses militaires. Dans les cinq dernières années, nous avons assisté, à l'échelle mondiale, à une réduction des dépenses militaires de l'ordre de 250 milliards de dollars. Cela ne s'était jamais produit auparavant, du moins au cours de notre existence. La paix a son dividende et nous ne devrions pas en induire qu'il ne s'agit que d'une illusion. Les dépenses militaires ont augmenté tous les ans pendant plus de quarante ans mais elles ont diminué de 3 pour cent par an dans les six dernières années.

Cette notion d'interdépendance est véritablement révolutionnaire : elle exige non seulement un changement de certaines de nos idées mais un changement de mentalité. Un pas dans ce sens serait un changement de langage. Le langage n'est pas une simple question de détail; il peut faciliter notre capacité à examiner un nouvel ensemble de relations et de concepts plus adaptés à l'avenir, ou bien y faire obstacle. Une caractéristique de la mutation de notre monde est que le visage de la planète change dans le même temps où nous tentons de la comprendre et de l'analyser. Une deuxième caractéristique est que nos concepts et que le langage utilisé pour les exprimer sont de plus en plus inadéquats, sinon erronés.

L'interdépendance est un concept qui doit être abordé sous un angle entièrement nouveau pour que nous puissions le **comprendre** dans sa grande complexité. Bien que sachant le **décrire** et l'**expliquer**, sa compréhension nous échappe encore : décrire et expliquer relèvent de la connaissance, et donc de la science. Comprendre relève de l'intelligence, qui est « sympathie » avec l'objet de connaissance. Je crois savoir décrire et expliquer ce qu'interdépendance veut dire mais sa compréhension profonde m'échappe. Je ne comprends pas ce que cette notion recouvre à l'égard de nos théories sociales ou économiques. Je ne comprends pas les frontières du paradigme de l'interdépendance par rapport aux modes de vie et à la relation entre ces comportements et l'écologie physique. Ce que je sais c'est que mon langage courant est inapte à exprimer toutes les implications du paradigme. Des expressions comme « Tiers-Monde » et « Nord-Sud », ou même le terme « pays en développement », suggèrent des catégories homogènes, tandis que nous savons depuis longtemps que toute classification occulte autant qu'elle ne révèle. Et je crois qu'on peut attribuer au terme même de « développement » une signification tellement différente qu'elle réclamerait un remplacement du mot plutôt qu'une simple redéfinition.

Ainsi, il nous est offert la chance de reconnaître l'interdépendance de notre monde à la condition que nous soyons capables de changer notre mentalité autant que notre langage.

Une deuxième ouverture est constituée par le fait que **les gens manifestent de plus en plus**

le désir de revendiquer le contrôle de leur propre existence. Ce qui a l'air d'une simple affirmation a pourtant de profondes implications. La rapidité du changement économique et technologique a devancé de loin celle de l'innovation sociale ou même le pouvoir des gouvernements d'être à la hauteur. Cela nous oblige, encore une fois, à repenser ce que nous entendons par « développement ». Pouvons-nous dépasser les simples controverses sur la nécessité de la croissance économique? Pour le plus grand nombre, la croissance n'est pas une option, c'est un impératif. Le coeur du débat n'est pas l'opportunité de la croissance, mais bel et bien de définir qui y participe et quelles en sont les retombées et de savoir si la croissance est ou non durable. Saurons-nous bannir la mentalité qui veut que le développement est « apporté » aux gens? Que l'on définit le développement comme on le veut, il sera autogéré. Il appartient aux gens qui le bâtissent en fonction de ce qu'ils sont. L'animation, l'aide, la création des meilleures conditions - que nous appelons « environnement favorable » - peuvent se révéler nécessaires pour stimuler ou pour catalyser, mais l'initiative appartient en définitive aux gens. Dans le domaine du développement, beaucoup d'acteurs - donateurs et organismes gouvernementaux - l'ont perdu de vue. Dans certains cas, les gens l'ont perdu de vue eux aussi. Nous voulons un environnement propre mais la responsabilité de l'assurer appartient à quelqu'un d'autre.

Il est de plus en plus manifeste que les gens veulent se réapproprier le contrôle de leur propre existence. Cela est dicté, pour partie, par simple nécessité, par l'incapacité croissante de l'État-nation à répartir les biens sociaux, par réflexe de survie. Mais cela se produit. Mabil-ul-Haq, principal architecte du Rapport pour le développement humain du PNUD et homme du Sud, rend brillamment compte des défis qu'une telle réalité pose aux siens :

« Le Sud peut-il accepter que 80 ou 90 pour cent de l'action pour le développement relève de sa responsabilité? Quand finira-t-il de chercher des diversions à ses problèmes internes? Personne n'a contraint, de l'extérieur, le Pakistan, l'Éthiopie et la Somalie à dépenser pour leur défense trois fois plus qu'ils ne consacrent à l'éducation et à la santé. Personne n'a forcé le Cameroun à afficher dans le secteur public des déficits excédant les revenus pétroliers de l'État ou l'Argentine à engloutir dans des entreprises publiques inefficaces de sommes équivalentes au double de son PNB et à celles qu'elle consacre aux services sociaux. Personne n'a dicté non plus au Brésil d'affecter 82 pour cent de son budget de la santé à des hôpitaux urbains ruineux tout en laissant le 18 pour cent restant aux établissements de soins primaires. Le Sud a fait du tort à lui-même. Nous devons regarder cette vérité en face et agir sans délai sur le front intérieur. »

Il existe des exemples d'innovation sociale, de revendications d'autonomie qui incitent à

l'optimisme. La situation de l'Afrique, où la quasi-totalité d'un continent est marginalisé, est désespérante. Pourtant, nous assistons en Afrique à une véritable explosion d'organisations non gouvernementales et d'entraide (dont la majorité sont, par ailleurs, créées et gérées par des groupements de femmes). Au CRDI, nous avons été tellement impressionnés par ce fait et par l'occasion qu'il offre que nous essayons d'aider à renforcer les liens entre ces groupes afin qu'ils puissent apprendre les uns des autres. Et cela se produit sur des territoires où, jusqu'à tout récemment, les gouvernements étaient hostiles aux organisations de ce type en alléguant qu'elles empiétaient sur le rôle de l'État, seul pourvoyeur de développement.

Ce phénomène n'est aucunement confiné aux régions les plus démunies. Dans le monde industrialisé, et jusque dans notre pays, nous assistons à l'émergence de nouvelles formes de consultation, de collaboration, de discussion afin de résoudre les causes de friction et parvenir à un consensus.

John Evans, ancien président de l'université de Toronto et aujourd'hui président de la société Torstar, a rappelé récemment l'importance du capital social comme moteur du développement et nous incite à redécouvrir les qualités du développement et de l'action communautaires. Il a attiré l'attention sur un ouvrage de Robert Putnam paru dernièrement, qui lie directement le développement économique à la qualité des organisations sociales et communautaires :

« Un regard sur l'histoire d'Italie révèle que les collectivités ne sont pas devenues civiles parce qu'elles étaient riches, mais qu'elles sont devenues riches parce qu'elles étaient civiles... Le capital social que forment des réseaux d'engagements civils semble être une condition préalable au développement économique et à un gouvernement efficace. Une société qui s'appuie sur des liens solidaires et d'aide mutuelle est plus efficace qu'une société compétitive et fondée sur la méfiance. Le réseau aide à dépasser l'anonymat, à valoriser les autres et à bâtir des liens de confiance grâce à la communication et aux échanges. La collaboration réussie dans une activité est génératrice de capital social et crée la confiance nécessaire pour en entreprendre d'autres. Le capital social est le résultat de l'investissement personnel en temps et énergie; il n'épuise pas les finances publiques. »

À la racine du recentrage préconisé par John Evans, il y a un changement paradigmatique de valeurs. La pratique du développement au cours des quarante dernières années s'est drapée dans une neutralité au-dessus des valeurs. Rien ne peut être aussi éloigné de la vérité. La pierre angulaire de la pensée et de la pratique du développement a été le paradigme socio-économique dominant du Nord industrialisé, exaltant l'individualisme, la

technologie, la consommation, la richesse personnelle et négligeant de prendre en compte le tissu social de la communauté. Les valeurs et la culture étaient des facteurs externes que l'on trouvait sur le chemin et avec lesquelles il fallait au besoin composer.

La question des valeurs, de la culture -- en un mot, de la spiritualité humaine - est en voie de devenir une composante du débat sur le développement plus acceptée aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été durant les quarante dernières années. Le changement découle dans une grande mesure du sentiment qui prévaut dans nos pays nantis, à savoir que **tout n'a pas marché comme nous le voulions**. La confiance dans **notre** modèle non viable a été ébranlée, et cela a produit... et continue d'entraîner.. une salutaire remise en question de l'échelle des valeurs sous-jacente à notre paradigme dominant. De même, notre foi dans la technologie - trait premier de l'ethos sécularisé de l'Occident - considérée comme panacée et érigée en rempart de notre niveau de vie, chancelle. Ramenés à une certaine humilité, nous sommes plus aptes à reconnaître ce que nous ne savons pas et ce que nous pourrions même avoir besoin d'apprendre des autres.

L'affirmation de ses valeurs et la focalisation du développement présente un potentiel illimité et ouvre de grandes possibilités.

Vous ne serez pas surpris du fait que, venant d'un organisme dont l'action est axée sur le savoir, je vois un **troisième champ de possibilités dans la recherche de l'innovation**. Nous prenons enfin conscience du rôle catalyseur de savoir que jouent l'innovation et une nouvelle approche des réalités. L'innovation crée la soif de savoir. Nous ne sommes pas seulement au centre d'une transformation des processus de production fondée sur la connaissance. Des connaissances plus vastes sont indispensables pour nous permettre de répondre aux conditions qui déterminent la crise. Le besoin de savoir, lié à celui de mieux faire les choses, n'a peut-être jamais été aussi prononcé. La recherche de l'innovation s'accélère et devient évidente tant au niveau microsocial que macrosocial.

Au niveau macrosocial, nous sommes en voie de dépasser le combat idéologique sur les rôles respectifs du marché et de l'État. Un des mythes ayant caractérisé ce combat prétendait que tout soit dévolu aux forces du marché. Mais il suffit d'un simple regard sur l'histoire pour retenir que les qualités d'agressivité, de dynamisme et - pourquoi pas - d'avidité qui font le succès du marché sont aussi la source de ses déconfitures. La lecture de l'histoire nous apprend qu'un État fort est requis en cas de débâcle des marchés ou, mieux encore, pour prévenir la désagrégation encore plus grave que l'échec entraîne. Quelles que soient les leçons de l'histoire, nous entendons encore s'élever des voix qui clament que le socialisme est mort et que le marché a triomphé. Le capitalisme a montré, comme il l'a fait à d'autres reprises, sa vitalité mais nous devons assurer qu'une telle victoire n'obéit pas à des visées

personnelles. Si le socialisme a été vaincu en tant qu'idéologie, soyons attentifs à ne pas faire disparaître du même coup tous les objectifs sociaux. Bien sûr, l'efficacité du marché est nécessaire. Néanmoins, les énergies créatrices du capitalisme doivent être tempérées par des objectifs sociaux d'équité et de développement humain.

Dans son essai intitulé *Le Capitalisme du XXI^e siècle* et publié en 1992, Robert Heilbroner se projette dans l'avenir et entreprend une réflexion sur la nature possible d'un système innovateur à double composante économique et sociale :

« Si je pouvais hasarder une description du capitalisme ayant de plus grandes chances de succès, j'inclinerais à penser qu'il devrait être caractérisé par un degré élevé de pragmatisme politique, un faible taux de ferveur idéologique, un service public bien développé et une tradition de cohésion publique. La réussite du capitalisme devrait être, je crois, de nature à concilier l'aspiration des forces du travail à la sécurité de l'emploi et du revenu, avec le droit des dirigeants d'entreprise de restructurer leurs activités dans un souci d'efficacité et la reconnaissance du rôle légitime du gouvernement comme garant de la croissance nationale... »

L'appel à une innovation appropriée au niveau macro-social touche une corde très sensible. Il s'agit d'une invitation à saisir la chance en face d'un péril. À présent, nous sommes incapables de délimiter clairement l'importance d'une innovation adaptée dans ce domaine mais c'est bien dans un équilibre pragmatique d'efficacité et d'équité que se trouve la viabilité des modèles futurs de développement.

Au niveau micro-social, l'innovation technologique a également un rôle à jouer. Sans constituer une panacée, elle sera au moins un catalyseur. Nous savons que la technologie a été un élément essentiel de toute croissance économique rapide. Cela fut le cas des États-Unis au XIX^e siècle, du Japon à l'orée de ce siècle, puis de la Corée du Sud, de Taïwan et de Singapour au cours des dernières années. Des technologies nouvelles ouvrent des possibilités fantastiques. Mais une adaptation continue des technologies, le perfectionnement et l'innovation sont la clé d'une croissance économique plus constante.

Nous sommes également devenus, malheureusement trop tard pour beaucoup, plus attentifs au grand potentiel qu'offre le savoir autochtone, la connaissance menue de certaines plantes, la sagesse découlant d'une vie vécue en harmonie avec des écosystèmes particuliers. Cela dit, nous devrions être sensibles à l'asymétrie des ressources et des possibilités mises en oeuvre en vue de la poursuite de la R-D essentielle. Les dépenses mondiales au titre de la R-D sont estimées à 450 milliards de dollars. Seulement 20 milliards (moins de 5 pour cent)

sont dépensés dans les pays en développement.

La recherche de l'innovation s'accroît. Le défi consiste à la stimuler, à capter ces forces constructives et à les intégrer d'une manière pleine, délibérée et stratégique dans la réflexion sur la nouvelle vision du développement, dans un nouveau paradigme susceptible d'arrêter la machine de la crise et de donner un signal d'espérance pour un avenir durable et équitable.

Conclusion

J'ai indiqué qu'en comprenant les tenants et aboutissants d'une redéfinition du « développement », nous devons tenir compte des principales caractéristiques du changement dans le contexte mondial. La portée de ces changements et la mutation que nous vivons peuvent nous amener à parler de mégacrise, sans qu'il ne nous soit permis pour autant d'hésiter dans la recherche d'une vision renouvelée et souhaitée du développement international : une telle recherche doit au contraire imprégner cette vision et y contribuer. Je suis persuadé que nous pouvons saisir les chances susceptibles de nous aider à réinventer le monde et j'ai suggéré trois pistes de réflexion. Vous penserez sans doute à d'autres. Ces occasions sont passionnantes et doivent nous amener à une participation active en tant que citoyens, intellectuels et êtres humains. Mais les occasions, virtuelles par définition, ne suffisent pas. Nous devons les saisir et les matérialiser afin qu'elles contribuent aux solutions et à la vision nécessaire.

Pour affirmer la notion d'interdépendance, nous avons besoin d'un cadre institutionnel international plus efficace et plus solide que celui d'aujourd'hui. L'ensemble des institutions et des mécanismes dont nous disposons est inadéquat et ne permet pas de faire face aux changements qui sont survenus et, à plus forte raison, à ceux qui nous attendent encore. Cette année, et la prochaine, le débat se déplacera inévitablement sur la réforme du système des Nations Unies, ancien d'un demi-siècle. Voici encore une autre occasion à saisir.

Les gens aspirent à jouer un rôle plus direct au sein des institutions internationales, régionales et nationales, et le réclament. Les ONG joueront un rôle plus important dans la famille des Nations Unies, soit directement soit par des voies parallèles mais influentes, comme ce fut déjà le cas à Rio. Les dispositifs de consultation et de consensus seront expérimentés plus avant et on y aura plus fréquemment recours. L'innovation sociale, fondée sur notre capital humain, doit revigorer nos collectivités et nos échanges.

La recherche de l'innovation pose d'énormes défis à des institutions de circulation du savoir comme le Centre de recherches pour le développement international et les universités. Dans



le cas du CRDI, nous concevons ces défis en fonction d'une action et de la création de partenariats et réseaux de savoir propres à renforcer la capacité des pays en développement de se prendre en mains. Pour que le savoir devienne facteur de développement, il importe de se l'« approprier » et d'en assumer la propriété, et cela présuppose d'en avoir la capacité. Afin de faciliter un apprentissage réciproque, nous ferons donc de notre mieux pour relier ces efforts à la capacité de recherche qui distingue le Canada.

Le XXI^e siècle peut s'avérer - et je dirais même, il doit être - une époque dans laquelle le savoir humain étaye une nouvelle vision du développement international durable et équitable. Pour conclure, je me permettrai de citer deux autres extraits. Le premier est tiré d'une conférence récente prononcée par Harvey Brooks, une des grandes figures de la science américaine d'aujourd'hui :

« Nous vivons à un tournant unique de l'histoire de l'humanité sur notre planète.. une époque faite non seulement de problèmes sans précédent mais également d'occasions sans précédent... Nous sommes donc à une époque de transition --- transition qui nous conduira soit à la catastrophe et à la désintégration sociale soit vers une société mondiale dont la croissance sera durable... »

Le deuxième mot est de Barbara Ward, ancien membre du Conseil des gouverneurs du CRDI. Déjà, il y a vingt-cinq ans, elle disait ceci :

« Le défi moral de notre époque n'est rien de moins que l'habileté de notre civilisation à se servir de la technologie d'abondance pour recréer et non pour détruire, la face de la planète. »

Merci de m'avoir écouté si patiemment.